

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

19 octobre 2021, 17h00 à 19h15

En ligne

PRÉSENCES

Groupe A et B :

Vincent Leclair, CRFTQMM
Marc-Édouard Joubert, CRFTQMM
Chantal Ide, CCMM-CSN
Daniel Mallette, syndicat des Métallos
Maxime Beaudoin, APTS
Katia Lelièvre, CSN
Alfonso Ibarra-Ramirez, CCO-CSN
Luc Allaire, CSQ
Pierre-Antoine Harvey, SCC-CSQ
Christine Gauthier, FNEEQ-CSN
Luc Beauregard, CSQ
Benoit Lacoursière, FNEEQ-CSN
Maria-Anne Laramée, FIQ
Alain Sévigny, Unifor 8284
Manon Fournier, SEPB-574
Nicolas Ghanty, SEUM 1244, SCFP
Gabrielle Houle, SPPCEM

Groupe C :

Andres Munoz, Fondation Salvador-
Allende Montréal
Stéphane Doucet, Association des
travailleurs grecs du Québec
Denis Kosseim, Fondation canado-
palestinienne du Québec

Groupe D :

Michel Blondin, membre individuel
Lorraine Guay, membre individuelle
Francine Némeh, membre individuelle
Marie-Ève Caron, membre individuelle
Rachel Sarrasin, membre individuelle
Danielle Dubuc, membre individuelle
Michèle Boisclair, membre individuelle
Jacques Boisclair, membre individuel
Djimy Théodore, membre individuel
Erika Salem, membre individuelle
Ronald Boisrond, membre individuel
Benoit Taillefer, membre individuel

CISO :

Amélie Nguyen, CISO
Leïla Mérabet, CISO et membre
individuelle
Marie Paradis, CISO et membre
individuelle
Laurence Fortier, CISO et membre
individuelle
Jeannette Thiffault, CISO et membre
individuelle

Externe :

Gilbert Bastings, vérificateur
Alice Chipot, RRSE

Procès-verbal

1. Ouverture de l'assemblée générale

Mot de bienvenue par Luc Allaire, président (3 min). Court historique de ce qu'est le CISO, créé en juin 1975. Conférence internationale de solidarité ouvrière est devenue le CISO. Il énumère également plusieurs défis, comme le travail migrant, les changements climatiques, la fiscalité internationale comme les paradis fiscaux, les difficultés à développer une solidarité internationale face à la pandémie de COVID 19.

2. Nomination d'un-e président-e et d'un-e secrétaire d'assemblée

Présidence : Benoît Lacoursière

Proposé par Luc Allaire, appuyé par Daniel Mallette.

Secrétariat : Vincent Leclair

Proposé par Michel Blondin, appuyé par Benoit Taillefer.

Adopté à l'unanimité.

3. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est proposé par Michel Blondin et appuyé par Chantal Ide.

Adopté à l'unanimité.

4. Nomination d'un-e président-e d'élection et présentation de la procédure d'élection et ouverture de la période de mise en candidature

Rachel Sarrasin est proposée comme présidente d'élection par Maxime Beaudoin, appuyé par Katia Lelièvre.

Adopté à l'unanimité.

Rachel Sarrasin présente les procédures d'élection. Les personnes suivantes se présentent au conseil d'administration du CISO :

- Christine Gauthier, proposée par Katia Lelièvre
- Alfonzo Ibarra-Ramirez, proposé par Chantal Ide
- Frédéric Brisson, proposé par Vincent Leclair
- Pierre-Antoine Harvey, proposé par Luc Allaire
- Marie Marsolais, proposée par Lise Lapointe (par courriel).

5. Adoption du procès-verbal de l'Assemblée générale annuelle du 5 octobre 2020

Proposé par Rachel Sarrasin, appuyé par Michel Blondin.

Modification : ajouter le nom de Vincent Leclair dans les présences.

Adopté à l'unanimité.

6. Rapport financier

- **Présentation du Rapport financier annuel au 31 mars 2021 par le vérificateur financier, Gilbert Bastings.**

L'adoption des états financiers est proposée par Luc Beauregard, appuyé par Daniel Mallette.

Adoptés à l'unanimité.

- **Nomination d'un.e vérificateur ou vérificatrice pour 2021-2022**

Le conseil d'administration recommande d'aller en appel d'offre pour trouver une nouvelle personne à la vérification financière.

Proposé par Christine Gauthier, appuyé par Alfonso Ibarra-Ramirez.

Adopté à l'unanimité.

7. Présentation du Rapport d'activités 2020-2021

La coordonnatrice présente le rapport d'activité 2020-2021. La pandémie a eu un impact important sur les activités. Le CISO s'est adapté en proposant un format web, les déplacements internationaux ont été suspendus, mais la participation aux activités d'éducation n'a pas diminué. Laurence Fortier qui a travaillé sur les communications, Jeannette Thiffault à la comptabilité, Marie Paradis chargé de projets internationaux, Leila Merabet en charge de la formation et éducation. Nicole De Sève a malheureusement dû mettre fin à son implication au CISO cette année. Elle a été d'un apport incroyable au fil des dernières années. On la remercie grandement pour sa contribution et son engagement envers le CISO.

Amélie défile les multiples activités qui sont dans le rapport.

Christine Gauthier souligne la qualité du rapport et félicite Amélie ainsi que les militants et militantes qui ont contribué aux activités en plein pandémie.

Francine Némeh veut également féliciter et remercier l'équipe et les personnes militantes pour leur travail impressionnant. Elle souligne également la solidarité intersyndicale et son importance.

Daniel Malette salue également le travail intense malgré la pandémie qui a été effectué cette année.

Adopté à l'unanimité.

8. Proposition de ratification des actes des administrateurs et administratrices pour 2020-2021

La ratification des actes des administrateurs et administratrices est proposée par Michel Blondin et appuyée par Luc Beauregard.

Adopté à l'unanimité.

9. Présentation des Perspectives d'action 2021-2022

La coordonnatrice présente les perspectives d'action 2021-2022.

Activités d'éducation et de solidarité internationale : obtention d'un financement triennal à la mission du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF). Thème choisi est la justice sociale et justice écologique en mettant de l'avant les travailleurs et travailleuses les plus fragilisés par le système capitaliste. Projet de bande-dessinée sur l'industrie du textile au Bangladesh. Exposition de photographie sur les recycleuses et recycleurs de déchets. Stages sont reportés lorsque les mesures sanitaires et les risques pour nous et les partenaires seront moindres ou terminées.

Gestion de projet en solidarité internationale : créer des alternatives d'économies solidaire au Mexique. Projet de radio communautaire d'éducation aux droits humains et du travail dans la région de Tehuacán. Projet à la Fondation Louise-Grenier pour créer une coopérative de recyclage à Dolores Hidalgo.

Il y a un processus en cours de réflexion stratégique pour avoir des pistes de solution pour consolider l'action du CISO, en termes de ressources et de portée d'ancrage dans les milieux syndicaux.

L'adoption des perspectives est proposée par Chantale Ide, appuyé par Frédéric Brisson.

Le président Luc Allaire invite toutes les organisations à communiquer avec le CISO pour faire des activités d'éducation dans leur milieux respectifs.

Lorraine Guay affirme qu'il est important d'interpeller fréquemment les gouvernements canadien et québécois sur la question de la Palestine et qu'il s'agit d'une question de crédibilité pour le mouvement syndical québécois.

Adopté à l'unanimité.

PAUSE (10 min)

10. Présentation des Prévisions budgétaires 2021-2022

Les prévisions budgétaires sont présentées par Jeannette Thiffault.

Proposées par Daniel Mallette, appuyé par Manon Fournier.

Adoptées à l'unanimité.

11. Élection des nouveaux membres du conseil d'administration

Le nombre de candidatures étant le même que celui des postes vacants, les personnes qui se sont présentées sont élues par acclamation.

- Christine Gauthier, FNEEQ-CSN

- Alfonso Ibarra-Ramirez, CCO-CSN
- Frédéric Brisson, SCFP-Québec
- Pierre-Antoine Harvey, SCC-CSQ
- Marie Marsolais, AREQ-CSQ

12. Proposition par le Conseil d'administration d'adoption d'une résolution d'appui au mouvement Boycott, désinvestissement et sanction (BDS)

La présidence de l'assemblée fait lecture de la proposition de résolution d'appui au mouvement Boycott désinvestissement et sanction (BDS).

« Appui au mouvement Boycott, désinvestissement et sanction (BDS) en solidarité avec le peuple palestinien

*Assemblée générale du Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
19 octobre 2021*

ATTENDU QUE plus de 170 organisations de la société civile palestinienne ont appelé le 9 juillet 2005 à appuyer le mouvement BDS;

ATTENDU QUE la campagne BDS vise exclusivement le respect par Israël du droit international et des droits des Palestiniennes et Palestiniens, droits violés systématiquement par les gouvernements israéliens successifs depuis la fondation d'Israël en 1948;

ATTENDU QUE la campagne BDS est un moyen d'action pacifique, une action citoyenne visant la justice, et qui se déroule au plan international, au même titre que la lutte contre l'apartheid sudafricain, où le CISO avait été activement impliqué;

ATTENDU QUE la campagne BDS repose sur l'existence d'un véritable apartheid pratiqué par Israël en Cisjordanie occupée et colonisée, à Gaza enfermé et étranglé par un blocus implacable, à Jérusalem-est en train de vivre un nettoyage ethnique de sa population palestinienne et en Israël envers sa population «non juive»;

ATTENDU QUE la campagne BDS ne vise ni les juifs en tant que juifs ni Israël dans son droit à l'existence dans les limites reconnues par les Nations Unies (frontière appelée Ligne verte reconnue en 1949 mais «effacée» par l'occupation de toute la Cisjordanie, de Gaza, l'annexion de Jérusalem-est et du Golan syrien en 1967), mais bien les politiques israéliennes d'occupation, de colonisation et d'apartheid;

ATTENDU QUE le gouvernement canadien porte une lourde responsabilité dans le maintien de l'apartheid israélien, de l'occupation et de la colonisation en donnant un appui inconditionnel à toutes ces politiques du gouvernement israélien et en établissant des liens commerciaux et stratégiques avec ce dernier;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et de certaines municipalités portent également une responsabilité dans le maintien de ces politiques.

IL EST RÉSOLU:

QUE le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) réponde favorablement à l'appel de la société civile palestinienne en appuyant la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international et les droits des Palestiniennes et Palestiniens;

QUE le CISO se joigne officiellement à la Coalition BDS-Québec;

QU'IL poursuive les démarches d'éducation de ses membres sur l'occupation de la Palestine et les violations des droits du peuple palestinien, ainsi que sur la campagne de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) envers Israël;

QU'IL contribue à l'effort collectif visant à contrer les attaques à la liberté d'expression afin de permettre la défense des droits des Palestiniennes et Palestiniens et de libérer la parole sur cette question. »

La résolution est proposée par Chantal Ide et appuyée par Michel Blondin.

Discussion :

Denis Kosseim précise que plusieurs organisations palestiniennes et israéliennes de défense des droits humains, dont B'tselem, ainsi que Human Rights Watch ont reconnu l'état d'apartheid imposé par l'État d'Israël en Palestine. Il suggère un amendement :

Attendu que le rapport de 2021 de B'tselem caractérise Israël comme suprématie juive imposant un régime d'apartheid de la Méditerranée au Jourdain.

Attendu que le rapport de 2021 Human Rights Watch dénonce le crime d'apartheid et de persécution commis par les autorités israélienne.

Que le CISO exige du gouvernement canadien qu'il prenne acte des rapports susdits de B'tselem et de Human Rights Watch et qu'il se positionne relativement à ces rapports.

Appuyé par Benoit Taillefer

Amendement adopté à l'unanimité

Un deuxième amendement est proposé par Denis Kosseim :

Appuyé par Marc-Édouard Joubert

La proposition est de biffer la partie en caractère barré : « QUE le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) réponde favorablement à l'appel de la société civile palestinienne en appuyant la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) ~~jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international et les droits des Palestiniennes et Palestiniens;~~ »

L'amendement est rejeté à la majorité.

Proposition principale tel qu'amendée est adoptée à l'unanimité.

13. Autres propositions et questions diverses

Pas d'intervention.

14. Conclusion

La coordonnatrice remercie l'assemblée pour leur présence et pour l'adoption de la résolution qui va permettre au CISO d'avoir une position claire sur la Palestine.

15. Levée de l'assemblée à 19h15.